

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MELUN

43 rue du Général de Gaulle

77000 Melun Cedex

Téléphone : 01.60.56.66.30

Télécopie : 01.60.56.66.10

Greffe ouvert du lundi au vendredi de  
9 h 00 à 17 h 00



Melun, le 29/07/2022

E22000072 / 77

CA COULOMMIERS PAYS DE BRIE  
A l'attention de Monsieur REZZOUKI  
13 rue du Général de Gaulle  
77120 COULOMMIERS

Dossier n° : E22000072 / 77  
(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE ENQUETEUR

**Reçu le**

**05 AOUT 2022**

**Service E.A.G.G**

**Objet :** le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Boissy-le-Châtel.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Madame Aïcha HAMMOU, demeurant 7 avenue Chanzy, VITRY-SUR-SEINE (94400) (portable : 06 60 19 98 96) en qualité de commissaire enquêteur en vue de procéder à l'enquête publique citée en objet.

Je vous rappelle qu'en application de l'article R. 123-9 du code de l'environnement, vous devez consulter le commissaire enquêteur avant de fixer les lieux, jours et heures où celui-ci se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations.

Enfin, vous voudrez bien me transmettre une copie de l'arrêté d'ouverture d'enquête dès que celui-ci aura été pris.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,  
ou par délégation,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN

26/07/2022

N° E22000072 /77

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

**Décision de désignation d'un commissaire enquêteur**

Vu enregistrée le 20/07/2022, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE BRIE demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet : le zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Boissy-le-Châtel.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022.

Vu la décision en date du 1<sup>er</sup> septembre 2021, par laquelle le président du tribunal a donné délégation à Monsieur Benoist GUÉVEL, premier vice-président du tribunal administratif de Melun, pour signer les actes de procédure et décisions entrant dans le cadre des enquêtes publiques prévues par les articles R. 123-1 et suivants du code de l'environnement.

**DECIDE**

**ARTICLE 1** : Madame Aïcha HAMMOU est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 3** : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération COULOMMIERS PAYS DE et à Madame Aïcha HAMMOU.

Fait à Melun, le 26/07/2022





# FICHE D'IDENTIFICATION ET D'INFORMATION

## désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal administratif

À compléter par le commissaire enquêteur

*Les mentions figurant dans ce formulaire ont une portée purement informative. Elles sont destinées aux bénéficiaires d'une enquête publique auxquels il revient d'appliquer les dispositions du code de la sécurité sociale (articles D 311-1 à 311-4 relatifs au calcul et au versement des charges et cotisations sociales). Elles n'engagent que le signataire du formulaire et ne relèvent en aucune manière de la compétence des juridictions administratives.*

### IDENTIFICATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Objet de l'enquête publique :

Nom et coordonnées du bénéficiaire de l'enquête publique :

Type d'enquête (sélectionnez dans la liste ci-contre) :

*Vous pouvez vous reporter aux explications figurant page suivante*

- 1 - Urbanisme et aménagement
- 2 - Installations classées
- 3 - Loi sur l'eau (IOTA)
- 4 - Expropriation (DUP)
- 5 - Plan de prévention des risques
- 6 - Divers

### IDENTIFICATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Les renseignements en italique ne sont pas nécessaires quand le commissaire enquêteur intègre ses revenus d'enquête à ceux d'une activité non salariée (voir cas particulier ci-dessous).

Nom :

Nom de jeune fille :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

N° INSEE :

### CAS GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES ENQUÊTEURS RATTACHÉS AU RÉGIME GÉNÉRAL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Le commissaire enquêteur est un **collaborateur occasionnel de service public** relevant du régime général de la Sécurité sociale, dont la rémunération est fixée par le tribunal administratif (TA).

Son indemnisation a un caractère net (arrêté du 29 juillet 2019 fixant le taux de la vacation) : aucune retenue de charges ou cotisations sociales ne doit être effectuée sur le montant figurant dans la décision du TA. Cette indemnisation est assimilée à un salaire et pas une facture.

Obligations du bénéficiaire de l'enquête pour les commissaires enquêteurs qui ne relèvent pas d'un des 2 cas particuliers listés page suivante :

- Verser au fond d'indemnisation des commissaires enquêteurs (FICE) le montant de l'indemnisation arrêtée par le TA ;
- Calculer sur le montant des vacations les charges et cotisations sociales et les verser aux organismes de recouvrement ([informations disponibles sur le site de l'URSSAF : saisir dans votre moteur de recherche «urssaf collaborateurs occasionnels du service public»](#))
- Établir un justificatif à adresser au commissaire enquêteur (bulletin d'indemnisation ou bulletin de paie) sans retenue de prélèvement à la source => en indiquant un taux nul.